

# Au-delà de la guerre

Jacques Rennes

Après chaque « ennui » majeur en Asie, les dirigeants américains affirment qu'on ne les y reprendra plus. La guerre de Corée terminée, Eisenhower assurait que l'Amérique ne se battrait plus au-delà du Pacifique. En juillet dernier, Nixon, pendant sa tournée asiatique, déclara : « L'Asie doit être aux mains des Asiatiques. » Les présidents sont sincères : il leur répugne d'envoyer leurs soldats sur de tels champs de bataille. Mais le chef de l'exécutif américain, quel qu'il soit, est contraint, par le système même qu'il dirige, à intervenir militairement chaque fois que ce système est défié. Les guerres de ce type, celle du Vietnam en particulier, ne sont pas des hasards, des erreurs, des aventures dans lesquelles Washington se serait fourvoyé sans s'en rendre compte, mais se situent dans la logique de l'impérialisme américain dans le Pacifique.

Les paroles des présidents importent donc peu. Elles constituent au mieux des vœux pieux ; le plus souvent, des façons de calmer leur opinion publique. Les « doctrines » sont des emballages vides : quand même il le voudrait, Nixon ne peut « lâcher » l'Indochine, du moins avant d'avoir tout mis en œuvre pour vaincre, ou avoir établi dans la périphérie de la péninsule de solides « défenses ».

Nixon n'aborde évidemment pas officiellement le sujet par ce biais. Il a cependant, dans son important discours du 30 avril, parlé avec une grande franchise. Ce qui frappait, dans ce discours ouvertement impérialiste, c'était le rappel de « 190 ans d'une histoire orgueilleuse », histoire mise au service de « la plus grande richesse » qui soit au monde. Or, une telle nation ne peut tolérer « l'anarchie », chez elle ou à l'extérieur. Il est rare de trouver, sous la plume d'un impérialiste du XXe siècle, un exposé aussi cynique de ses motivations. Encore un peu d'« anarchie » sur les campus et dans le tiers monde et Nixon s'exprimera comme un patron

de combat des textiles du Nord au XIXe siècle.

Washington cependant voudrait une « couverture » : l'idéal serait que l'« ordre » soit maintenu par des Asiatiques « amis » des Etats-Unis. Bref, il faudrait une façade en quelque sorte indigène — au sens le plus colonialiste du terme — ce qui sauverait les apparences et éviterait de perdre, comme par exemple au Vietnam, plus de 40.000 hommes. D'où l'explication toute simple de la politique de « vietnamisation ». D'où l'espoir émis par Nixon de retirer rapidement ses troupes du Cambodge et de faire maintenir l'« ordre » — mot sacré — par des forces fantoches de Saïgon. D'où l'envoi à Phnom-Penh de milliers de mercenaires sud-vietnamiens d'origine khmère, dont l'existence repose uniquement sur la volonté américaine.



**Des centaines de milliers  
de consommateurs potentiels**

La « doctrine Nixon » repose, elle, sur le pos-

tulat que les forces américaines seront à terme retirées de l'Indochine toute entière et en même temps sur un soutien total inconditionnel à Thieu, et ceci fut officiellement proclamé l'an dernier lors de la rencontre de Guam. Mais Saigon ne constitue qu'une petite pièce de l'échiquier. Pour tenir Saigon, on bombarde depuis six ans le Laos, qu'il faut également dominer. Alors que le conflit vietnamien se développait, d'énormes bases furent construites en Thaïlande. Entre Bangkok et Saigon, un régime, celui de Sihanouk, refusait de se laisser entraîner dans la guerre américaine. La boucle est aujourd'hui bouclée : il n'y a plus d'exception à la règle impérialiste.

Mais la « carte américaine » en Asie n'est pas militaire d'abord ; elle est avant tout politique et économique. Les militaires ne viennent que lorsque « l'anarchie » ne peut plus être contrôlée par les régimes « alliés ». Non que les généraux et les amiraux n'aient leurs propres intérêts et un engagement qui ait sa logique propre. Mal connu du grand public, le quartier-général américain d'Honolulu, qui couvre tout le Pacifique, possède son pouvoir à lui, et constitue un efficace moyen de pression du Pentagone sur la Maison-Blanche. Johnson a trop souvent fait le voyage d'Honolulu pour qu'il n'en soit pas ainsi : le président se déplaçait, non les officiers supérieurs pourtant de par la Constitution sous ses ordres.

La puissance militaire ne se serait cependant pas à ce point développée si elle n'avait été entraînée dans le Pacifique par l'expansion de l'empire. Un professeur américain de Californie a écrit : « Région dont le marché potentiel est immense, possédant des matières premières essentielles et une main-d'œuvre qualifiée à bas salaires, l'Asie orientale est aussi vitale à l'empire américain que l'Europe. Rien d'autre ne peut expliquer pourquoi l'Amérique s'accroche tant au Vietnam du Sud, sauf peut-être le besoin de démontrer la capacité militaire américaine d'écraser des insurrections. »

### **D'abord le drapeau, ensuite le dollar**

Le même professeur ajoute : « Voici peu de temps encore, région en stagnation très peuplée de gens mourant de faim et improductifs, l'Asie orientale, pour les capitalistes américains, approche de l'ère du décollage économique. Le Japon est déjà devenu un géant industriel. L'industrialisation a fait des progrès en Corée du Sud, à Formose, à Hong-kong et à Singapour. L'urbanisation a permis à une partie de

la population de se qualifier et de recevoir une instruction. De gros apports de capitaux américains et japonais, et des investissements locaux ont, pendant la guerre du Vietnam, amorcé le développement économique. L'Asie orientale est une région de développement inégal mais prometteur, contrairement à l'Europe déjà développée, à l'Afrique, qui reste sous-développée et à l'Amérique latine, trop turbulente. Les centaines de millions de personnes vivant au Japon et dans les villes des autres pays asiatiques constituent un marché idéal. La consommation, la demande de biens représente le moteur du capitalisme moderne. Si ce moteur connaît des ralentis, la croissance en fait autant et la dépression s'annonce. L'Asie orientale est devenue la région idéale pour des marchés en expansion avec sa plus grosse population d'acheteurs du monde. Elle est devenue la première « frontière » de l'Amérique. D'abord amené par le drapeau américain avec la seconde guerre mondiale, le dollar se précipite maintenant dans ce secteur ».

Cette explication sonne plus juste que toutes les phrases grandiloquentes sur « la liberté des Vietnamiens » et « la protection de nos soldats



au combat ». Elle a aussi le mérite de ne pas simplifier le raisonnement, de ne pas l'étriquer : l'Amérique ne se bat pas au Cambodge pour protéger ses intérêts dans ce petit pays pauvre, mais elle s'y bat au nom d'une, conception globale de l'impérialisme en Asie et qui concerne autant les marchés potentiels que le pillage déjà fortement organisé des matières premières.

Pris dans la même idéologie que Nixon et son cabinet politico-militaire, mais d'abord axés sur leurs propres domaines, de nombreux experts du département d'Etat viennent de s'insurger contre l'invasion du Cambodge et le fait qu'ils n'aient pas été consultés. Leur inquiétude peut se comprendre et constitue un embarras supplémentaire pour Nixon. Mais là n'est pas le plus important : en fait, ces spécialistes, ces techni-

ciens, s'ils avaient raison de dire que l'invasion du Cambodge ne présentait aucun caractère d'urgence, n'ont pas compris que l'asservissement de toute l'Indochine fait partie de la politique globale de Washington de conquête de l'Asie orientale. Peut-être n'ont-ils pas non plus saisi le sens du communiqué Nixon-Sato signé voilà quelques mois. Le président américain et le premier ministre japonais ont clairement montré alors dans quel sens ils voulaient voir évoluer l'Asie orientale : dans le cadre d'une « sphère de co-prospérité » à deux têtes, américaine et nipponne. Et Tokyo n'a pas caché sa satisfaction de voir les Etats-Unis en finir avec « les sanctuaires vietcongs ».

### **Le « milliard » des Vietnamiens**

Pour tenir les Asiatiques en laisse, le capitalisme américain agit en même temps de diverses façons : pactes militaires (O.T.A.S.E., traités bilatéraux aux clauses parfois secrètes, etc.), assistance technique militaire, « aide » économique souvent ouvertement contre-révolutionnaire (l'exemple thaïlandais est à cet égard caricatural) ; pressions par le biais d'organismes internationaux (en fait dominés par les Etats-Unis), comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement ; investissements plus ou moins massifs (matières premières, industries à forte main-d'œuvre qualifiée mal payée, comme à Singapour et à Hong-kong) ; impérialisme culturel ; enfin, lorsque la situation devient intenable, intervention militaire « à la demande du gouvernement ami » et même, comme cela vient de se produire au Cambodge, invasion pure et simple.

Comme tout ceci ne peut être admis par les responsables de Washington (mais les conférences qui réunissent — parfois avec des militaires — les hommes d'affaires tournés vers l'Asie, étudient ces questions), les diplomates et les conseillers de la Maison Blanche se perdent volontiers dans les détails ou présentent des séries statistiques sur « les pertes vietcongs » ( nous faisons des progrès appréciables ), en n'abordant jamais les problèmes de fond. Il est pourtant évident que lorsque Nixon prononcé le mot de « liberté » — appliqué aux Asiatiques — il entend liberté

des capitaux américains et évolution de l'Asie vers un système politico-économique permettant le renforcement de l'empire américain. On se rappelle la fameuse et injurieuse proposition de Johnson aux révolutionnaires vietnamiens : qu'ils abandonnent la lutte et ils recevraient un milliard de dollars en cadeau !... Bévée ou trop grande franchise, cette proposition montrait que, pour l'Amérique, une aide économique permettant au besoin la mise sur pied d'un capitalisme local (mais trop faible pour concurrencer l'impérialisme américain) pourrait résoudre tous les problèmes et pousserait les populations à soutenir « librement » ses « alliés ».

Il faudrait consacrer de longs développements à l'exposé de l'échec évident d'une telle politique. Contentons-nous ici de seulement dire que, jusqu'à présent, elle a mis à sac la quasi-totalité de l'Indochine, provoquant une des plus barbares guerres jamais menées. Les régimes « amis » et « démocratiques » n'ont, sinon aucun avenir à court terme pour certains, du moins aucun support populaire réel et aucun espoir de développer les pays concernés : dictature militaire sud-vietnamienne, dictature militaire cambodgienne, régime fantoche laotien, dictature militaire « molle » en Thaïlande, système capitaliste totalement corrompu aux Philippines, féodalisme en Malaisie, parti unique au service de la Chambre de commerce locale et des investissements étrangers à Singapour, dictature militaire en Indonésie, régime ultra-policier à Formose, régime ultra-policier en Corée du Sud. !! n'y a vraiment aucune exception à la règle générale. Aucun îlot un peu démocratique, un peu indépendant, qui allierait un début de développement authentique et autonome et une consultation populaire réelle. L'empire américain ne permet aucune de ces failles et n'a réussi à se bâtir aucune façade dotée de « crédibilité ». Voilà la « doctrine Nixon », ou plutôt la doctrine américaine. Et tout le reste est propagande, poudre aux yeux, mensonge. Quant à la lutte anti-impérialiste, ses difficultés ne doivent pas être minimisées : concentrer l'analyse sur le seul Vietnam ou la seule Indochine serait perdre de vue les motifs profonds de la guerre américaine en Asie et les objectifs réels de Washington dans le Pacifique.